



INTERVISTA - POLITIQUE

MARIE-JEANNE NICOLI

*«Préserver l'essentiel, c'est
préserver tout le monde.»*

SI LES PROPOSITIONS DE L'INSTITUTION RESTENT FACULTATIVES, LA VOIX DE LA PRÉSIDENTE SOUDAIN. QUE SES PRÉDÉCESSEURS N'EN PRENNENT PAS OMBRAGE, MAIS L'HONNÊTÉ INTELLECTUELLE NOUS CONDUIT À CONSIDÉRER QUE MARIE-JEANNE NICOLI DONNE UN SACRÉ COUP DE BOOST À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL DE LA CORSE. CHACUN SUPPUTAIT LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION QUE POURRAIT DONNER À L'INSTITUTION CETTE «FEMME LIEU DE LA CULTURE». NOUS VOICI SERVIS. MADAME LA PRÉSIDENTE INTERVIENT DANS LE CHAMP POLITIQUE AVEC UN TRACTOPELLE. C'EST TOUT BÉNÉFICE POUR LE DÉBAT PUBLIC.

Photos Marianne Tessier

La culture, de fait, est considérée par nos gouvernants comme «non essentielle». Ce qui n'est pas le cas, par exemple, en Espagne ou en Italie. Serait-il possible que la technocratie ait pris, là aussi, les commandes?

Je vous remercie de cette question car elle est trop rarement abordée sous cet angle par les médias. Alors qu'elle est fondamentale dans le sens où elle est révélatrice du fonctionnement de notre société. On peut dire en effet que d'une certaine

manière la technocratie a pris les commandes en soumettant tout au calcul, au quantifiable, et que profitant de la crise sanitaire, elle a accentué un dangereux glissement vers une société où l'individu «mécanisé» soumis aux algorithmes et aux impératifs managériaux est réduit à être, producteur, en ce qu'il travaille, consommateur, en ce qu'il achète. Petit à petit ce rythme est devenu cadence et cette cadence est devenue son mode de vie. Alors, bien sûr, dans ce monde-là,

sept

INTERVISTA - POLITIQUE

La culture n'est surtout pas essentielle! Elle qui permet de transcender l'ordinaire du quotidien, de questionner l'ordre des choses, de développer l'esprit critique, de comprendre de manière sensible, voit sa place se restreindre toujours un peu plus... Elle qui permet de poser un regard différent sur le monde, un regard singulier qui éclaire, provoque joie et plaisir, émeut, imagine, donne à penser, à réfléchir... Bref, crée le désir d'inventer d'autres chemins, exercer son humanité. C'est une force émancipatrice qui est attaquée! On le voit de manière concrète en ce moment car qu'est-ce qui peut justifier la fermeture des lieux culturels? Le faible argument qui consiste à «éviter le trop grand brassage de population» alors que les jauges sont réduites, la distanciation assurée, toutes les autres mesures sanitaires appliquées strictement et envisagées «cluster» n'y a-t-il pas été découvert? Non, les raisons qui prévalent dans ce choix sont autres et elles ne sont pas d'ordre sanitaire; elles relèvent d'une logique complotiste d'une part, car le monde de la culture est déjà fortement subventionné, et les dispositifs de soutien mis en place en raison de l'arrêt de toute activité ne coûtent pas beaucoup plus cher au budget de l'État qu'en période de fonctionnement normal, ce qui n'est pas le cas d'autres secteurs économiques, comme les commerces par exemple... Et que, d'autre part, la demande sociale reste assez faible, les principales mobilisations contre ces fermetures sont le fait majoritairement des acteurs culturels.

Si les gouvernants s'autorisent à «sacrifier» le monde de la culture, méconnaissant son désarroi - car il y a et aura, là-aussi, des dégâts importants aux plans social, économique, psychologique - c'est que ces choix procèdent d'une vision politique assumée où il ne doit plus être «essentiel» à l'être humain. Symptôme révélateur du malaise profond dans la civilisation et indicateur inquiétant du monde que l'on nous prépare... D'une manière insidieuse cela nous fait perdre une partie de notre humanité. Et quoi de plus essentiel pour un être humain que son humanité? Symptôme révélateur du malaise profond dans la civilisation et indicateur inquiétant du monde insidieuse cela nous fait perdre une partie de

notre humanité. Et quoi de plus essentiel pour un

La dernière communication de l'Insee est à cet égard très significatif et alerte sur la situation sociale et économique dramatique de la Corse, et je ne ferai pas un état des lieux détaillés, car cela ne correspondrait au format de l'interview, mais ce qui est avéré, c'est l'aggravation de la précarité dans une des régions les plus pauvres de France, les risques de faillites et de plans sociaux dans un tissu économique fragile surtout composé de petites ou très petites entreprises, l'incertitude quant à la reprise du tourisme qui représente 30% du Pib, c'est également la mise en danger de toute l'économie du sport, de la culture, mais aussi des petits commerces de proximité luttant déjà contre le développement de grandes structures commerciales en périphérie des villes et la puissance des GAFAM... Et puis il y a des situations graves qui échappent aux indicateurs officiels mais qui font partie de la réalité de la vie. Bref, un tissu économique et social sur le fil qui a plus que jamais besoin d'être soutenu par la puissance publique et qui mérite d'être considéré dans ses dimensions particulières afin que soient prises des mesures spécifiques, adaptées aux réalités insulaires.

«Si les gouvernants s'autorisent à sacrifier le monde de la culture, c'est que ces choix procèdent d'une vision politique supposée où il ne doit plus être» essentiel » à l'être humain. Symptôme révélateur du malaise profond dans la civilisation et indicateur inquiétant du monde que l'on nous prépare... »



T I

INTERVISTA - POLITIQUE

Quelles mesures d'urgence, qui seraient de nature à préserver l'essentiel, soutenir l'emploi, éviter les plans sociaux, préconisez-vous ?

Au Cesec, nous avons, depuis le début de la pandémie, travaillé dans un premier temps à évaluer les conséquences de la crise en consultant les forces vives de la société

civile que nous représentons, en recensant les besoins, les attentes puis en proposant des solutions adaptées au terrain. Ce travail collégial a donné lieu à deux rapports qui ont nourri la réflexion collective. Ces rapports sont basés sur l'expérience, les remontées du « terrain », c'est en effet la plus-value du Cesec. Cela permet une partie, de voir quelles sont « les pantalons dans la

raquette » entre les propositions des différents plans et aides et les secteurs

qui peuvent être moins bien identifiés, et d'autre part, mesurer la différence entre ces dispositifs et la réalité de leur exécution. Notamment, en ce qui concerne l'accessibilité à l'information dans un

premier temps, et dans un second temps, la mise en œuvre effective, car quelques fois complexe, surtout pour un tissu économique basé essentiellement sur des TPE, où de l'ingénierie va être nécessaire pour pouvoir bénéficier de ces aides. Il y a donc souvent, hélas, un écart entre la théorie et la pratique. Nous avons collaboré à l'élaboration du plan Salvezza de la CDC dans lequel une grande partie de nos préconisations a été reprise. Les mesures de sauvegarde prises tant au plan territorial que le niveau national permettent pour l'instant de voir le pire, mais si cette crise perdure, comme on peut le craindre, elles ne seront pas suffisantes. Il est fondamental d'investir massivement dans tous les secteurs et pour cela il faut que tous les acteurs se mettent autour de Nous avons collaboré à l'élaboration du plan Salvezza de la CDC dans lequel une grande partie de nos préconisations a été reprise. Les mesures de sauvegarde prises tant au plan territorial que le niveau national permettent pour

la table. Nous nous devons en effet examiner les secteurs les plus touchés, c'est-dire là où il y a urgence dans l'urgence. Il faut ensuite une politique de relance forte, globale, à la hauteur des ambitions, qui ne s'enferme pas dans les indicateurs généraux de référence habituelle

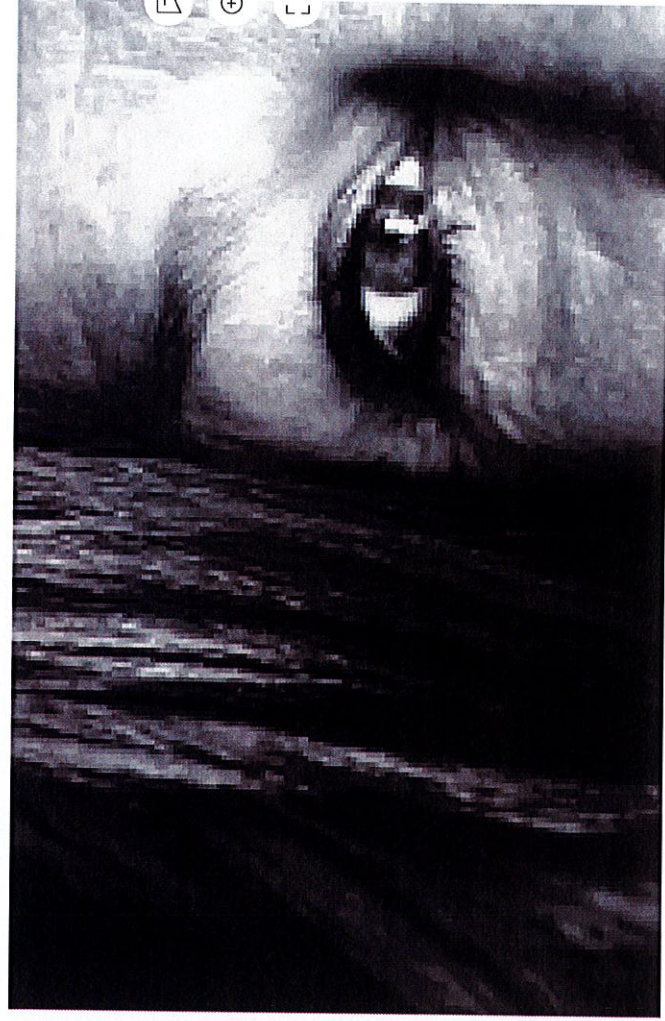
Utilisé mais qui au contraire preme en compte la singularité du territoire en y répondant de manière adaptée. Les indicateurs

technocratiques ne doivent pas entraver une possible reconstruction, et cette relance doit être pensée collectivement. Et pour revenir à votre question, préserver l'essentiel, c'est préserver tout le monde. Personne dans une société telle que la nôtre, société qui se veut solidaire, ne doit rester au bord du chemin.

Faire fi de cela serait une faute de voiture cela démontrerait notre incapacité à tirer les leçons effectives d'une telle crise, donc à terme, à nous réinventer.

Vos préconisations pour l'avenir? Quelles sont les grandes orientations que vous proposez à l'exécutif pour la sortie de crise?

Ce que cette crise mondiale sanitaire a mis en lumière, c'est les limites et les dangers du système qui nous régit, qui au nom de la rentabilité, du profit, de la concurrence de tous contre tous, brise les solidarités, concentre les pouvoirs et les ressources dans les mains de multinationales, détruit les concentrés et la biodiversité, développe une société de contrôle, de surveillance, qui limite les libertés individuelles et collectives, défait les services publics et la protection sociale, aggrave les inégalités, la liste n' est pas exhaustive... Et qui a une grande responsabilité dans ce qui nous arrive! Je pense qu'il y a un prix de



conscience partagée de la nécessité de changer de modèle de développement, de paradigme. C'est un impératif s'il souhaite préserver l'humanité, le vivant et la planète. Même si ce système est très puissant et les marges de manœuvre étroites, il est encore possible, de «changer de voie», «bifurquer», pour construire un avenir plus vivable, plus écologique, plus juste, plus solidaire, plus humain, où le bien vivre soit au centre des préoccupations. Cela implique au niveau individuel et collectif bien sûr des changements de pratiques mais surtout une réorientation de l'action publique. Nous travaillons en ce moment au Cesec à élaborer une troisième contribution qui propose des orientations et les moyens à mettre en œuvre pour les concrétiser, en matière de transition énergétique et écologique, d'aménagement du territoire,

mesures incitatives fortes qui privilégient avant tout le changement, l'innovation. Ce qui devra également favoriser c'est la fédération des énergies de tous les acteurs de terrain et des pouvoirs publics, la participation citoyenne aux décisions, afin que l'intelligence collective puisse élaborer et réaliser des projets modifiant durablement les méthodes et les pratiques; une action pensée dans la transversalité, la coconstruction, une action multisectorielle qui agrait dans tous les domaines: économique, social environnemental et culturel. Cela, dans une démarche proactive, à l'épreuve et à l'écoute du terrain. Démarche qui pour le Cesec est habituelle car constitutive de sa nature même. Tout cela peut apparaître comme un catalogue de bonnes intentions, assez théorique, éloigné du principe de réalité, qui nous est si souvent attiré, mais je ne crois pas, car s'il y a un mérite à cette terrible pandémie, c'est d' avoir éveillé les consciences et mis la société en mouvement même si dans la période inédite qu'elle traverse, les effets de ce désir d'un autre avenir ne sont pas encore perceptibles.